



CAMP DE TRANSIT D'OBRENOVAC

**Observatoire des Camps de Réfugié-e-s
Pôle Étude et Recensement des camps
Zone Europe**

TRYBUCKI Adèle
2021

 **-CR**
L'OBSERVATOIRE
des camps de réfugiés

CAMP DE TRANSIT OBRENOVAC

Localisation du camp

CONTEXTE D'INSTALLATION DU CAMP

Contexte de création du camp

RÔLE DE L'ÉTAT HÔTE

La procédure d'asile

Les difficultés liées à la procédure d'asile

La Serbie face au COVID-19 et à la vaccination

LA GESTION DU CAMP

Les gestionnaires du camp

Entrée et sortie du camp

Liberté de circulation et conséquences de la crise sanitaire de la COVID-19

Services assurés dans le camp

ÉTUDE DES PRINCIPAUX PROBLÈMES ET BESOINS

SOURCES ET RÉFÉRENCES

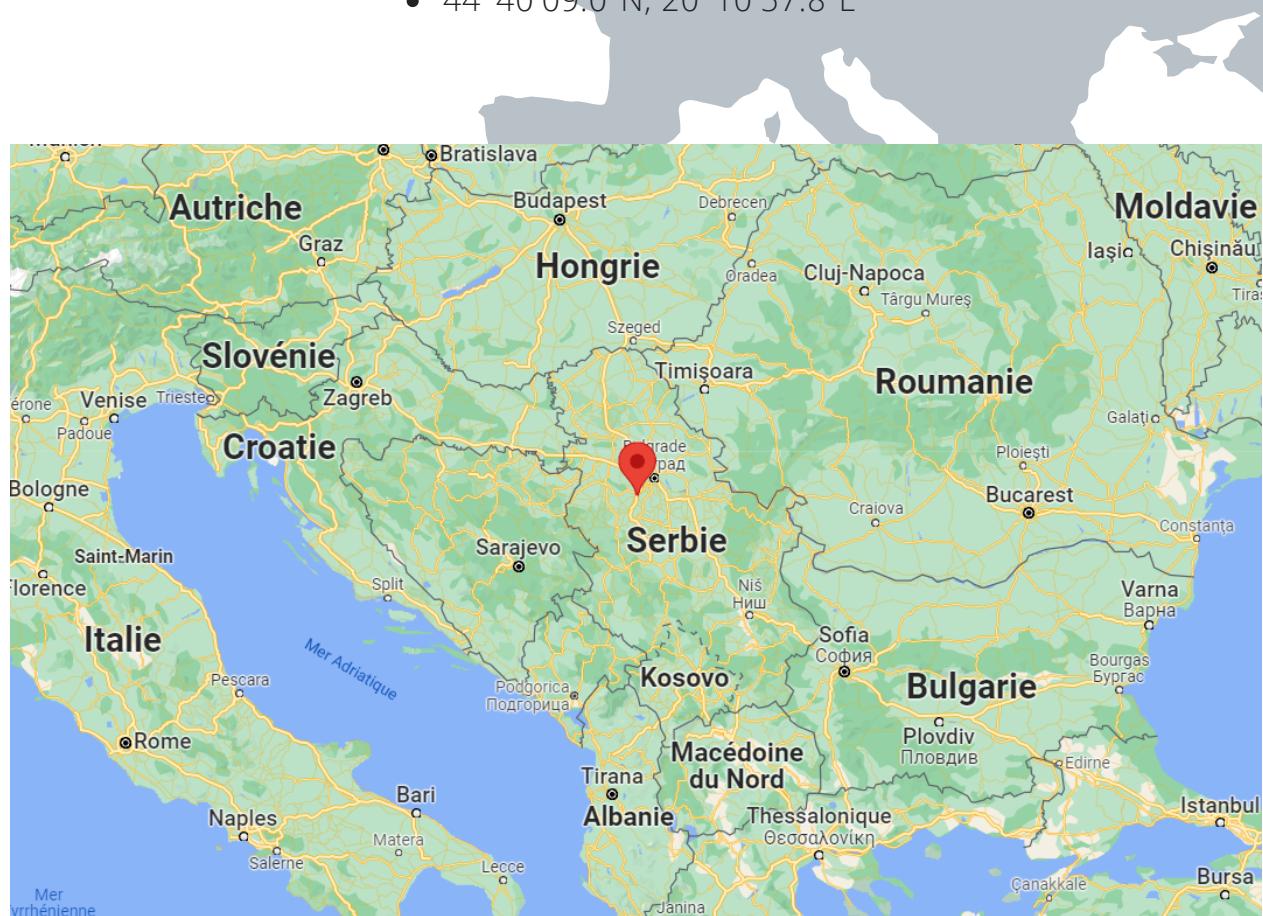
Localisation du camp de transit

OBRENOVAC



LE CAMP DE TRANSIT
OBRENOVAC SE SITUE :

- Nemanjina 130
11500 Obrenovac
Serbie
- 44°40'09.0"N, 20°10'57.8"E



CONTEXTE D'INSTALLATION DU CAMP

CONTEXTE DE CRÉATION DU CAMP

La Serbie, Etat faisant partie de la région des Balkans, partage ses frontières avec la Hongrie, la Bosnie, la Croatie, la Roumanie, la Bulgarie et le Monténégro. Son emplacement géographique en fait donc un pays aux portes de l'Union Européenne (UE) et de l'Espace Schengen.

Depuis le début de la crise migratoire en 2015[1], la Serbie connaît un afflux de migrant-e-s en transit traversant le pays chaque année, parce que sa position en fait un lieu de passage entre la Turquie et la Grèce et les pays membres de l'UE[2]. En effet, dès la mi-mai 2015, on constatait que la route des Balkans – route spécifique contrôlée par les Etats offrant la possibilité de traverser les frontières de manière sûre et rapide – était de plus en plus empruntée[3].

Cependant, l'année 2015 fut marquée par le renforcement de la frontière hongroise et l'exacerbation des tensions liées à la gestion interne de la crise migratoire par l'Union Européenne. Ces événements, suivi en 2016 de la fermeture des frontières de la Slovénie, la Macédoine et de la Croatie ont provoqué la fermeture officielle de la route des Balkans le 9 mars 2016, ce qui entraîna le blocage de plus de 4000 migrant-e-s en transit dans le pays[4]. Bien que l'accord entre la Turquie et l'UE du 18 mars 2016[5] ai contribué à la diminution du nombre d'arrivées dans le pays, le Haut-Commissariat des Nations Unis pour les réfugiés (UNHCR) estimait cependant le nombre d'arrivées de migrant-e-s en Serbie à 24.250 en 2020[6].

En effet, la fermeture des frontières n'a pas signifié une fermeture hermétique : la route spécifique fut fermée, mais des chemins illégaux subsistent[7].

Du fait que ce soit un lieu de passage, force est de constater que la Serbie n'est donc pas une destination où les migrant-e-s souhaitent s'installer.

C'est un point stratégique d'entrée dans l'UE et l'Espace Schengen, un lieu de passage sur la route migratoire des Balkans qui permet aux migrant-e-s en transit de rejoindre l'Europe[8].

CONTEXTE D'INSTALLATION DU CAMP

Le camp de transit d'Obrenovac, comme son nom l'indique, démontre bien ce phénomène : les résidents[9] de ce camp sont de passage, et leurs séjours varient entre quelques jours, quelques mois, voire quelques années. Leur but étant de continuer leur périple, seuls ou par le biais de passeurs[10].

Le camp est situé dans la ville d'Obrenovac, dans la boucle de la Save, à 34 kilomètres de Belgrade[11]. Il fut installé dans les anciennes baraqués militaires 'Bora Markovic' en janvier 2017. Son objectif était de pallier les phénomènes d'entassement, d'insalubrité et d'insécurité qui régnait dans le centre-ville de Belgrade suite à l'afflux de migrants en transit lors de la crise migratoire de 2015[12] précitée. Le terrain n'ayant pas été utilisé depuis longtemps, son installation a nécessité différentes rénovations. Le transfert des résidents a commencé le 16 janvier 2017, après que chacun d'entre eux aient effectué une visite médicale, pris un bain et aient changé leurs vêtements[13].

Aujourd'hui d'une superficie de 14 hectares, le camp est délimité par des clôtures[14]. Il accueille des hommes majeurs[15] - bien que officieusement quelques rares mineurs y résident, n'ayant pas de papiers d'identités pour prouver leurs âges et ne souhaitant pas être séparés de leurs compagnons de route[16]. Ayant une capacité de 400 résidents[17], il en comptait 484 en janvier 2020[18] : 380 afghans, 75 pakistanais, 4 syriens et 24 d'autres nationalités[19]. Ce nombre fluctue cependant en fonction de certains facteurs externes comme les saisons ou bien la facilité de passage au niveau des frontières des pays voisins, etc[20].



PHOTO ©: AHMED AKACHA

LE RÔLE DE L'ÉTAT HÔTE

LA PROCÉDURE D'ASILE

L'Etat Serbe faisant la distinction entre les « Reception-Transit Centres » (au nombre de 13 dans le pays) tels que le camp d'Obrenovac pour les personnes en transit, et les « Asylum Centres » (au nombre de 5 dans le pays) pour les personnes en procédure d'asile, une claire distinction est faite entre les types de résident-e-s[22].

En effet, d'un côté, les migrant-e-s en transit, dits clandestin-e-s, rentré-e-s de manière illégale sur le territoire et ne souhaitant pas obtenir l'asile en Serbie n'ont pas de droits sur le territoire, mis à part le respect des droits fondamentaux de l'homme, l'aide médicale d'urgence et le droit de demander l'asile à tout moment. Ces derniers doivent quitter le territoire le plus rapidement possible, ou bien régulariser leur séjour[23]. Néanmoins, il convient de noter que la grande majorité des personnes transitant par la Serbie depuis 2008 ont bénéficié – et bénéficient toujours – d'un minimum existentiel lors de leur séjour dans les centres d'asile et d'accueil, créant ainsi une impasse juridique, où le séjour est plus toléré que réglementé par un cadre légal[24].

D'un autre côté, les demandeurs d'asile engagés dans une procédure ont, entre autres, droit à un séjour régulier, un hébergement, l'aide alimentaire, vestimentaire et médicale, une libre circulation sur le territoire. En contrepartie, ils doivent, entre autres, se conformer aux lois serbes et rester sur le territoire jusqu'à la fin de la procédure[25].

Nonobstant, il arrive que, lors de leur séjour dans le camp de transit, certains résidents changent d'avis et décident d'entamer une procédure pour

demander l'asile en Serbie. Le KIRS est alors chargé de les transférer dans un des cinq centres d'asile du pays[26] : Banja Koviljaca (Macva), Krnjaca (Belgrade), Bogovada (Kolubara), Sjenica (Zlatibor), Tutin (Raska)[27]. Ces centres ont une capacité d'accueil allant de 80 à 150 résidents chacun[28]. Le transfert peut aussi s'effectuer dans un des 13 centres d'accueil et de transit du pays[29].

La procédure est menée par le Bureau de l'Asile, et se base sur la loi sur l'asile et la protection temporaire[30]. La personne qui souhaite demander l'asile doit d'abord s'enregistrer auprès d'un-e agent-e du Ministère de l'Intérieur. Elle reçoit ensuite un certificat d'enregistrement de cette demande, et doit rejoindre un centre d'accueil dans les 72 heures, sous peine de ne pas pouvoir poursuivre la procédure[31].

La demande d'asile doit ensuite être soumise auprès du Bureau de l'Asile dans les 15 jours suivants : cette étape peut se faire au Bureau de l'Asile de Belgrade ou aux Bureaux présents dans les cinq centres d'asile[32]. La personne reçoit alors une carte d'identité temporaire[33] et est désormais considérée comme demandeur-se d'asile (car la délivrance du certificat d'enregistrement ne confère pas le statut de demandeur-se, ni les droits qui y sont rattachés)[34].

Par la suite, se tient une audition devant le Département de l'Asile, pendant laquelle le-a demandeur-se explique en détail les raisons qui l'ont poussé à fuir son pays et à demander l'asile en Serbie. Cette audition peut durer plusieurs heures et est très détaillée[35]. Un seul détail peut faire basculer la procédure[36]. Une décision positive ou négative est prise dans un délai de 2 mois[37].

En cas de décision négative, le-a demandeur-se a la possibilité de la réfuter dans les 15 jours devant la Commission de l'Asile, qui prendra une deuxième décision dans un délai de 2 mois. Si cette décision est de nouveau négative, le-a demandeur-se a l'ultime possibilité d'entamer une procédure devant la Cour Administrative. Une décision négative définitive entraîne l'obligation de quitter le territoire[38].

En cas de décision positive, le-a demandeur-se peut se voir attribuer soit la qualité de réfugié-e, soit la protection subsidiaire. Il-elle peut alors jouir des droits qui y sont rattachés[39].

LES DIFFICULTES LIÉES A LA PROCÉDURE D'ASILE

Cependant, il convient de noter la difficulté d'accès à cette procédure. En effet, le manque d'informations de la part des officier-e-s de police, la barrière de la langue (les documents sont écrits en serbes et donc la plupart du temps en alphabet cyrillique), la nécessité de se rendre à Belgrade,

ainsi que les délais courts (72 heures et 15 jours) sont tout autant de facteurs qui font que beaucoup de migrant-e-s se sentent décourager par les démarches[40].

Par ailleurs, peu de demandes aboutissent. En effet, en 2020, on compte 2830 inscriptions, mais seulement 145 personnes ont effectivement déposé leur demande[41]. Ce taux est cependant extrêmement bas du fait que, lors de la crise sanitaire de la COVID-19, la « Décision sur le statut des ressortissants étrangers en République de Serbie pendant l'état d'urgence » du 24 mars 2020 a suspendu toutes les procédures d'asile et de validité des certificats[42]. Finalement, au 30 novembre 2020, seulement 16 demandes avaient abouti positivement, et 18 avaient bénéficié de la protection temporaire[43].

LA SERBIE FACE AU COVID-19 ET A LA VACCINATION

La Serbie, comme tout Etat en ces temps de pandémie mondiale, est confrontée à la crise sanitaire du COVID-19, et des enjeux de la vaccination.



Face au plaidoyer de l'UNHCR pour l'inclusion des demandeurs d'asile, des réfugiés et des migrants dans le plan serbe de vaccination contre la COVID-19 de janvier 2021[44], la Serbie a décidé de vacciner les réfugié-e-s et demandeur-se-s d'asile lors de sa troisième phase (la première et deuxième phase concernaient les personnels de santé, de maison de retraite, d'institutions sociales, de personnes âgées de plus de 75 ans et les patient-e-s atteint-e-s de maladie chronique). Fin mars 2021, déjà plus de 300 personnes réfugié-e-s ou demandeur-se-s d'asile avaient reçu leur première dose[45].

LA GESTION DU CAMP

LES GESTIONNAIRES DU CAMP



- Komisarijat za Izbeglice i Migracije Republike Srbije (KIRS) :

Le camp de transit d'Obrenovac est la propriété du Ministère de la Défense de Serbie[46]. C'est le Komisarijat za Izbeglice i Migracije Republike Srbije (KIRS) (Commissariat Serbe pour les réfugiés et la migration) qui s'en est vu confier la gestion par un accord du gouvernement serbe[47].

Le KIRS est une organisation gouvernementale ayant pour missions la prise en charge, le retour et l'intégration des réfugiés conformément à la loi[48]. Il s'occupe de la gestion administrative, l'hébergement et l'hygiène du camp[49].

En 2017, le personnel était composé d'environ 20 personnes (hommes et femmes), effectuant des rotations de jour et de nuit[50].

Le camp est financé par le KIRS, le Ministère de la Santé Serbe, l'UNHCR[51], l'Organisation Internationale pour les migrations (OIM)[52], et les organisations Madad Food Consortium Caritas, Crisis Response and Policy Centre (CRPC), ainsi que le Danish Refugee Council[53][54].

ENTREE ET SORTIE DU CAMP



L'entrée est gardée par des officier-e-s de l'armée serbe, qui contrôlent l'entrée et la sortie des visiteurs[55]. Le personnel d'organisations extérieures souhaitant entrer dans le camp doit prévenir à l'avance en spécifiant l'identité des personnes qui s'y rendront, puis les membres doivent présenter leurs documents d'identité à l'entrée – document qui ne leur est remis qu'à leur sortie[56].

Pour les résident-e-s, le placement dans les camps dépend de la politique de chaque camp, qui possède son propre système d'enregistrement, le critère d'accès principal restant le nombre de lits libres[57]. C'est le KIRS qui est chargé de cet enregistrement[58].

Cependant, aujourd'hui, les camps font face à des situations de surpeuplement, ce qui rend plus difficile l'accès et l'enregistrement pour les migrant-e-s en transit. Certains d'entre eux-elles vaquent autour du camp, essayant chaque jour d'obtenir leur entrée, jusqu'à finalement y arriver ou se résigner à aller ailleurs[59].

Cela se ressent particulièrement dans le camp d'Obrenovac. Par conséquent, certains migrants en transit attendent des jours pour se faire enrégistrer, passant leurs nuits en face du camp, dans un terrain vague. En hiver, lorsque les températures chutent, ils sont autorisés à passer la nuit dans un dortoir chauffé à l'entrée du camp, qui comporte environ 30 lits. Puis, ils sont priés de sortir à 6 heures du matin[60].

Cependant, en réalité, il convient de noter qu'un des critères d'entrée principal mais officieux n'est autre que le contrôle au faciès[61]: les migrants en transit qui ont l'air de poser problèmes voient leur enregistrement plus facilement refusé[62].



Tous les résidents sont enrégistrés dans un « logbook », qui reprend les informations suivantes : nom, prénom, âge, sexe, nationalité, le pays par lequel ils sont entrés en Serbie, et s'ils souhaitent demander l'asile[63]. Les résidents se voient délivrer une carte leur autorisant l'accès au camp. Si un résident s'absente plus de 72 heures, il perd alors sa place et devra repasser par le processus d'enregistrement pour y résider de nouveau[64].

LIBERTE DE CIRCULATION ET CONSEQUENCES DE LA CRISE SANITAIRE DE LA COVID-19



Une fois enregistré, les résidents sont libres de circuler dans et hors du camp comme ils le souhaitent[65].

Cette liberté de circulation a cependant été mise à l'épreuve lors de la crise sanitaire de la COVID-19. En effet, suite à la décision du 15 mars 2020 du gouvernement serbe d'instaurer un état d'urgence et un confinement généralisé sur le territoire, la « Décision sur le statut des ressortissants étrangers en République de Serbie pendant l'état d'urgence »[66]du 16 mars 2020 instaure un confinement dans les camps de migrant-e-s[67]. En ce sens, tous les migrant-e-s illégaux-ales se trouvant dans les rues ou dans les squats ont été transféré-e-s par le gouvernement serbe dans des camps officiels[68].

La liberté de circulation fut alors inexistante. Les différentes organisations travaillant habituellement dans les camps n'ont pas pu continuer les activités normales, ce fut une réelle mise à l'arrêt[69].

La liberté de mouvement fut restaurée le 7 mai 2020, lors du déconfinement dans la plupart des camps. Mais ce jour-là, une nouvelle loi « Order on restrictions of Movement on open Accesses and facilities of Reception Centers for Migrants and Asylum Centres »[70] du Ministère de la Santé a introduit un régime particulier pour certains camps, dont Obrenovac : interdiction de quitter les lieux, surveillance constante par les agents du KIRS et des officier-e-s de police autorisé-e-s à recourir à la force, pas de contact sociaux avec l'extérieur et risque de conséquences pénales en cas de sortie du centre pouvant aller jusqu'à l'emprisonnement[71]. Ce régime a été levé 60 jours plus tard[72]. Depuis lors, le KIRS délivre des attestations de déplacement quand les résidents sortent du camp[73].

SERVICES ASSURÉS DANS LE CAMP

LES DORTOIRS ET SANITAIRES :

Le camp comporte plusieurs dortoirs, qui laissent 4 à 5 m² par résidents. Il compte aussi 45 douches et 36 toilettes mobiles à l'extérieur, ainsi que 55 robinets d'eau potable, donnant l'accès à l'eau chaude et de quoi faire sa lessive[74].

LES DISTRIBUTIONS DE REPAS ET NFI (NON FOOD ITEM) :

De juin 2017 à septembre 2018, la distribution de repas du midi était assurée par l'organisation non gouvernementale Collective Aid[75] (créée sous le nom de BelgrAid en 2017), en partenariat avec Oxfam Italie[76]. Les petits-déjeuners et les diners étaient quant à eux préparés par d'autres organisations locales.

Depuis, le KIRS a noué une coopération avec une organisation locale du gouvernement, l'institution militaire de Dedinje, qui distribue des repas tout prêt matin, midi et soir dans le réfectoire du camp[77].

Jusqu'à sa fermeture en 2019, l'organisation Tzu Chi[78] tenait aussi un petit stand de produits alimentaires et une boulangerie. Cette organisation distribuait également des produits NFI tels que des vêtements et des chaussures, notamment l'hiver lorsque les températures chutent[79]. Par exemple, en 2017, l'organisation avait levé des fonds et distribué plus de 700 paires de chaussures aux résidents[80]. Aujourd'hui, cette distribution est partiellement assurée par différentes organisations extérieures[81].

L'ACCÈS AU SOIN

En 2017, l'accès au soin était exercé par l'organisation Obrenovac Out-Patient Health Clinic[82]. En 2018, ce service a été repris par les organisations Real Medicine Foundation[83] et le Danish Refugee Council[84], qui avaient effectué respectivement 3095 et 1735 consultations chacune[85]. De plus, le UNHCR avait engagé deux psychologues pour offrir un soutien psychologique, notamment aux résidents restant sur le long terme[86].

Cependant, depuis l'hiver 2019, ces organisations ne sont plus présentes dans le camp. Il reste seulement 3 employé-e-s : un-e infirmier-e, un-e docteur-e et un-e psychologue. En cas de besoins, ces dernier-e-s peuvent délivrer un document spécifique autorisant les résidents à avoir accès à un des hôpitaux d'Obrenovac[87].

L'ACCÈS AU CONSEIL ADMINISTRATIF ET JURIDIQUE

Les résidents peuvent avoir accès à du conseil concernant les procédures de demandes d'asile.

En 2017, ce service était proposé par la Direction générale de la protection civile et des opérations d'aide humanitaire européenne (ECHO) et le Danish Refugee Council[88].

Aujourd'hui, c'est l'organisation Asylum Protection Center APC / CZA[89] qui en assure la majeure partie. Cependant, cette organisation n'est pas autorisée à rentrer dans le camp, et elle tente donc de rentrer en contact de manière régulière avec les bénéficiaires lorsqu'ils sont hors du camp. Leurs bureaux se trouvent dans le centre-ville de Belgrade[90].

L'organisation Belgrade Center for Human Rights[91] fait aussi des visites régulières et peut, sur autorisation du KIRS, en profiter pour faire du conseil juridique aux résidents[92].

Le UNHCR, quant à lui, lors de ses visites, propose des ateliers autour de différentes thématiques (violences sexuelles, aide pour les plus jeune, etc.)[93].

L'organisation des retours volontaires est organisée par OIM[94].

LES AUTRES SERVICES

Le camp comporte une mosquée, l'accès à Internet et un terrain de sport[95]. Ce dernier est beaucoup utilisé par les résidents, qui passent leur temps à jouer au cricket ou à des jeux de balles, et qui organisent parfois même des tournois[96].

En été 2018, afin d'améliorer la qualité de vie des résidents, l'organisation Real Medicine Foundation Balkan[97] s'est associée avec le gouvernement serbe, des entreprises de constructions locales et des organisations non gouvernementales locales pour le « Obrenovac Refugee Camp Improvement Project ». Ce projet a permis d'aménager une grande salle de cinéma (utilisée aussi en salle de conférence), la rénovation de la réception, l'implémentation d'un coiffeur, ainsi que l'installation de nouveaux sanitaires et d'infrastructures conforme à la réglementation internationale[98].

Ce projet a aussi permis l'aménagement d'une salle informatique, le « Asylum Resource Center », tenue par l'organisation SOS Children's Village[99], qui offrait un accès libre aux ordinateurs et à Internet[100]. Cet espace permettait notamment aux résidents de rester en contact avec leurs familles, mais aussi d'apprendre et de développer de nouvelles compétences grâce à l'organisation de cours de langues, de mathématiques, de géographie, de sculpture, etc[101].

Avait aussi été mis en place un « social café », qui permettait aux résidents d'avoir accès à des activités récréatives, et à la télévision pendant la journée[102].

A cette époque aussi, l'organisation Caritas implémenta une salle de sport et proposa différents ateliers de menuiserie, suivie par l'organisation Divac Foundation[103] qui proposa des ateliers artistiques[104].

Par ailleurs, jusqu'en hiver 2019, l'organisation Collective Aid[105] se déplaçait deux soirs par semaines pour projeter des films dans la salle de cinéma, ainsi que deux ou trois après-midis par semaine pour faire des activités sportives. Cette organisation tenait aussi un centre communautaire « Azadi »[106], situé à quinze minutes à pied du camp, qui offrait des cours de langues et différents ateliers dans le but d'améliorer le bien-être et l'autonomisation des résidents du camp[107].

Cependant, ces lieux ont dû voir leurs portes fermer à l'hiver 2019[108]. En effet, aujourd'hui, le KIRS est entré dans une nouvelle phase de rénovation : un projet de construction d'appartements et de dortoirs supplémentaires a été mis en place, dans le but de transformer le camp pour des familles en procédure d'asile. Dans ce projet, les résidents actuels seraient dispatchés dans d'autres camps dans le pays[109].

ÉTUDE DES PRINCIPAUX PROBLÈMES ET BESOINS

Le camp souffre de nombreux problèmes, dont le principal est la surpopulation[110]. Cela crée de nombreuses tensions entre les résidents, qui, ajouté à la présence d'officier-e-s de police, de groupes criminels et de passeurs, fait que beaucoup de résidents déclarent ne pas s'y sentir en sécurité[111]. La violence à l'intérieur des murs est récurrente[112], le camp étant d'ailleurs réputé pour son nombre élevé de tensions[113], que ce soit entre le personnel et les résidents, ou entre les résidents eux-mêmes[114]. En effet, il y a beaucoup de tensions entre les groupes communautaires, où des vols de téléphones, de chaussures ou autres sont rapportés[115]. De plus, lorsque le camp est surpeuplé, le personnel procède parfois à des expulsions arbitraires dans le but de faire diminuer le nombre de résidents[116].

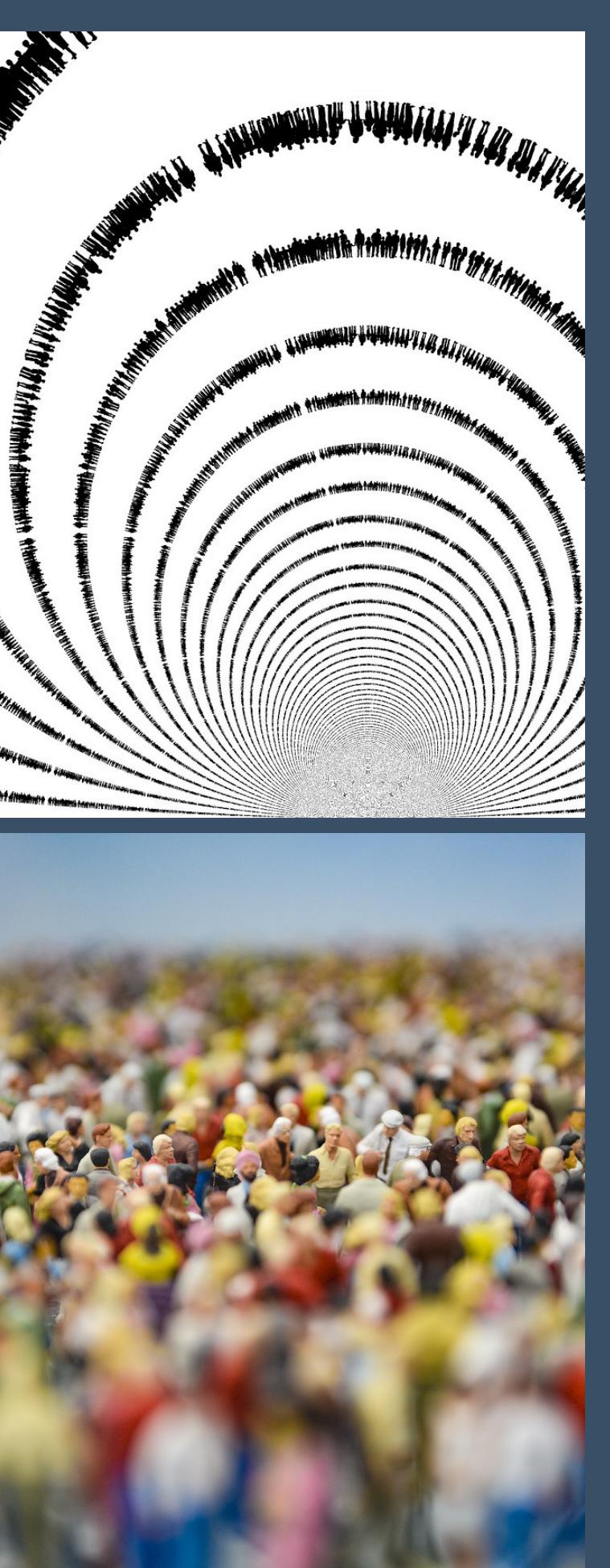
Ce surpeuplement engendre alors une sensation d'entassement, qui crée un manque d'espace intime pour les résidents. Ajouté à cela, une situation sanitaire difficile persiste, avec des commodités et des douches nauséabondes[117]. En mai 2017, il a par exemple été rapporté que les conditions hygiéniques étaient minimales : pas de vrai accès à de l'eau potable, 3 ou 4 toilettes dysfonctionnelles pour une centaine de personnes, sans portes de séparation, et le sol tapissé d'urine[118].

Il convient de noter que ce sentiment s'est exacerbé durant le confinement de mars 2020, lors de la crise sanitaire de la COVID-19. En effet, le camp d'Obrenovac a accueilli de nouveaux résidents, dont des personnes initialement détenues dans le centre de détention de Padinska Skela[119].

Ces transferts ont fait grimper à 1063 le nombre de résidents total, impliquant donc un surpeuplement de 267%[120].

L'accès à des conditions d'hygiène décentes et le respect des distanciations sociales fut très difficile, voire impossible[121]. Les nouveaux arrivants ont été hébergés dans des tentes militaires, sans chauffage, électricité, ni sanitaires[122]. A titre d'exemple, une visite dans le camp par le National Preventive Mechanism[123] en avril 2020 a montré qu'une tente de 3,3 mètres sur 11 (environ 36m²) hébergeait 22 réfugiés Kurdes de Syrie, offrant donc 1,6m² à chacun. A cause du manque d'espace, les résidents se sont donc vus obligés de dormir serrés les uns contre les autres, à même le sol, sachant que ce dernier était simplement recouvert d'une bâche déchirée et de couvertures humides. Le rapport fait aussi état d'un manque de luminosité, de moisissures et de manque d'hygiène personnelle, combinée à une ventilation presque impossible du fait de la présence de nombreux insectes volants[124]. Cependant, en mai 2020, encore aucun cas de COVID-19 dans les camps et centres serbe n'avait été rapporté[125].

Plusieurs témoignages ont aussi fait état de violences et de maltraitances de la part du KIRS envers les résidents. Le 6 avril 2020, ces derniers se sont rebellés contre leurs conditions d'hébergements, entraînant un conflit généralisé et l'intervention de la gendarmerie. Cette dernière aurait alors commencé à frapper au hasard les résidents, obligés de s'allonger face au sol pendant plusieurs heures. Les personnes identifiées comme auteures de la rébellion ont été transférées dans un autre camp[126].



De plus, il a été rapporté qu'une enquête est actuellement en cours après qu'un résident de nationalité égyptienne ait été battu avec une barre de métal par des membres du KIRS et des membres d'une société de sécurité privé[127].

Un autre problème, qui n'en est pas des moindres, est le manque, voire l'absence complète de certains services et d'activités récréatives. Depuis l'hiver 2019, comme vu précédemment, ces derniers sont réduits au strict minimum, la plupart des organisations originellement présentes dans le camp ayant dû fermer leur porte. Cela à une réelle influence négative sur la santé mentale et le bien-être des résidents[128].

Avec ces éléments, les conditions du camp de Transit d'Obrenovac ont été décrites comme inhumaines et dégradantes par le National Preventive Mechanism[129]. Il est fait état qu'un vrai soutien psychologique et social devrait être mis en place pour les résidents du camp[130]. Le UNHCR et d'autres organisations procèdent cependant à des visites régulières pour identifier les besoins des résidents[131].

SOURCES ET RÉFÉRENCES

[1] Augmentation de personnes migrantes d'Afrique, du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud arrivant dans l'Union Européenne.

[2] SANTIC Danica, MINCA Claudio, UMEK Dragan, "The Balkan Migration Route: Reflections from a Serbian Observatory", in BOBIC, JANKOVIC, "Towards understanding of contemporary migration. Causes, consequences, policies, reflections", Frankfurt: Institute for Sociological Research, 2017, p. 224

[3] ARMINA GALIJAS, "Permanently in Transit. Middle Eastern Migrants and refugees in Serbia", De Gruyter, 19 Avril 2019, <https://www.degruyter.com/document/doi/10.1515/soeu-2019-0004/html>

[4] Ibid.

[5] Accord sur l'immigration entre la Turquie et l'Union Européenne, signé le 18 mars 2016. Consultable sur <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2016/03/18/eu-turkey-statement/>

[6] UNHCR, Serbia Monthly Update, Décembre 2020. Consultable sur <https://data2.unhcr.org/en/documents/details/84100>

[7] ARMINA GALIJAS, "Permanently in Transit. Middle Eastern Migrants and refugees in Serbia", op. cit.

[8] Ibid.

[9] Absence d'écriture inclusive dû au fait que les résidents du camp étudié sont exclusivement des hommes.

[10] Affirmation issue d'une observation de terrain d'un bénévole de l'O-CR, dans le cadre d'une mission auprès d'une ONG X en 2019/2020.

[11] UNHCR, Centre Profiling, Republic of Serbia, Obrenovac RTC, Janvier 2020, op. cit.

[12] AIDA, Country report: conditions in reception facilities - Serbia, par Belgrade Center for Human Rights, 30 Novembre 2020, <https://www.asylumineurope.org/reports/country/Serbia/conditions-reception-facilities>

[13] NATIONAL PREVENTIVE MECHANISM, Monitoring of the Treatment of migrants and asylum seekers by the competent authorities in the Republic of Serbia, Report on the Visit to the Obrenovac Reception Centre, Février 2017, p. 5 <https://npm.lls.rs/attachments/article/238/PC%20Obrenovac.c.pdf>

[14] Ibid.

[15] UNHCR, Centre Profiling, Republic of Serbia, Obrenovac RTC, Janvier 2020, http://www.unhcr.rs/CentreProfiling/site_profiles.php?search=Obrenovac&submit>Select

[16] Extrait 1 de l'entretien anonyme de Monsieur X, effectué dans le cadre de la présente contribution O-CR en février 2021.

[17] BELGRADE CENTER FOR HUMAN RIGHTS, Right to asylum in the Republic of Serbia 2020, 2020, p. 75, <http://www.bgcentar.org.rs/bgcentar/eng-lat/wp-content/uploads/2014/01/Right-to-Asylum-in-Serbia-2020.pdf>

[18] UNHCR, Centre Profiling, Republic of Serbia, Obrenovac RTC, Janvier 2020, op. cit.

[19] Ibid.

[20] Affirmation issue d'une observation de terrain d'un bénévole de l'O-CR, dans le cadre d'une mission auprès d'une ONG X en 2019/2020.

[20] Affirmation issue d'une observation de terrain d'un bénévole de l'O-CR, dans le cadre d'une mission auprès d'une ONG X en 2019/2020.

[21] INDEPENDANT BALKAN NEWS AGENCY, Serbia: Need for a psychosocial support for immigrants and refugees, 9 avril 2020, <https://balkaneu.com/serbia-need-for-psychological-support-for-immigrants-and-refugees/>

[22] AIDA, Country report: Short overview of the reception system, Serbia, Níkola Kovačević, 23 Mars 2021, <https://asylumineurope.org/reports/country/serbia/reception-conditions/short-overview-of-the-reception-system/>

[23] APC/CZA Asylum Protection Center, Migrant Info Flyer,Project : Enhancing asylum system in Serbia, pp. 1-2 http://apc-cza.org/azil-u-srbiji/images/publikacije/info_flyer_french.pdf

[24] AIDA, Country report: Short overview of the reception system, Serbia, Níkola Kovačević, 23 Mars 2021, op. cit.

[25] APC/CZA Asylum Protection Center, Migrant Info Flyer,Project : Enhancing asylum system in Serbia, op. cit. p. 5

[26] BELGRADE CENTER FOR HUMAN RIGHTS, Periodic report on asylum in Serbia, January-March 2020, op. cit. p. 28

[27] HAL-INRIA, Centres d'accueil et d'hébergement pour demandeurs d'asile en Serbie, Lucie Bacon, 4 septembre 2015, <https://hal.inria.fr/medihal-01191130>

[28] Ibid.

[29] AIDA, Country report: Short overview of the reception system, Serbia, Níkola Kovačević, 23 Mars 2021, op. cit.

[30] Source indisponible

[31] BELGRADE CENTER FOR HUMAN RIGHTS, Right to asylum in the Republic of Serbia 2020, 2020, op. cit. p. 22,

[32] AIDA, Country Report: Serbia,Níkola Kovačević, 2020,op. cit. p. 36

[33] APC/CZA Asylum Protection Center, Migrant Info Flyer,Project : Enhancing asylum system in Serbia, op. cit. p. 7

[34] AIDA, Country report: Short overview of the reception system, Serbia, Níkola Kovačević, 23 Mars 2021, op. cit.

[35] APC/CZA Asylum Protection Center, Migrant Info Flyer,Project : Enhancing asylum system in Serbia, op. cit. p. 7

[36] Affirmation issue d'une observation de terrain d'un bénévole de l'O-CR, dans le cadre d'une mission auprès d'une ONG X en 2019/2020.

[37] APC/CZA Asylum Protection Center, Migrant Info Flyer,Project : Enhancing asylum system in Serbia, op. cit. p. 7

[38] Ibid.

[39] Ibid.

[40] AIDA, Country Report: Serbia,Níkola Kovačević, 2020, op. cit. pp. 31-32

[41] Ibid.

[42] AIDA, Country Report: Serbia, Nikola Kovačević, 2020, op. cit. pp. 31-32

[43] AMNESTY INTERNATIONAL, Serbie : Rapport annuel 2020, 7 avril 2021, <https://www.amnesty.be/infos/rapports-annuels/rapport-annuel-2020/rapport-annuel-2020-europe-asie-centrale/article/serbie-rapport-annuel-2020>

[44] Source indisponible

[45] UNHCR, La Serbie procède à la vaccination des réfugiés contre le Covid-19, Mirjana Milenkovski, 30 mars 2021, <https://www.unhcr.org/fr/news/stories/2021/3/606453c1a/s-erbie-procede-vaccination-refugies-contre-covid-19.html#:~:text=La%20Serbie%20proc%C3%A8de%20%C3%A0%0%20la%20vaccination%20des%20r%C3%A9fugi%C3%A9s%20contre%20le%20Covid%2D19,-La%20Serbie%20inclut&text=La%20Serbie%20a%20commenc%C3%A9%20les,leur%20premi%C3%A8re%20dose%20de%20vaccin.>

[46] UNHCR, Centre Profiling, Republic of Serbia, Obrenovac RTC, op. cit.

[47] NATIONAL PREVENTIVE MECHANISM, Monitoring of the Treatment of migrants and asylum seekers by the competent authorities in the Republic of Serbia, Report on the Visit to the Obrenovac Reception Centre, p. 5 op. cit.

[48] Komisarijat za Izbeglice i Migracije Republike Srbije, <https://www.kirs.gov.rs>

[49] UNHCR, Centre Profiling, Republic of Serbia, Obrenovac RTC, op. cit.

[50] NATIONAL PREVENTIVE MECHANISM, Monitoring of the Treatment of migrants and asylum seekers by the competent authorities in the Republic of Serbia, Report on the Visit to the Obrenovac Reception Centre, p. 6 op. cit.

[51] Site officiel UNHCR : <https://www.unhcr.org/>

[52] Site officiel OIM : <https://www.iom.int/fr>

[53] Site officiel Danish Refugee Council : <https://drc.ngo/>

[54] UNHCR, Centre Profiling, Republic of Serbia, Obrenovac RTC, op. cit.

[55] NATIONAL PREVENTIVE MECHANISM, Monitoring of the Treatment of migrants and asylum seekers by the competent authorities in the Republic of Serbia, Report on the Visit to the Obrenovac Reception Centre, p. 6 op. cit.

[56] Affirmation issue d'une observation de terrain d'un bénévole de l'O-CR, dans le cadre d'une mission auprès d'une ONG X en 2019/2020.

[57] Extrait 2 de l'entretien anonyme de Monsieur X, effectué dans le cadre de la présente contribution O-CR en février 2021.

[58] UNHCR, Centre Profiling, Republic of Serbia, Obrenovac RTC, op. cit.

[59] Extrait 3 de l'entretien anonyme de Monsieur X, effectué dans le cadre de la présente contribution O-CR en février 2021.

[60] Extrait 4 de l'entretien anonyme de Monsieur X, effectué dans le cadre de la présente contribution O-CR en février 2021.

[61] Procédure de contrôle d'identité fondée sur l'apparence de la personne contrôlée.

[62] Extrait 5 de l'entretien anonyme de Monsieur X, effectué dans le cadre de la présente contribution O-CR en février 2021.

[63] NATIONAL PREVENTIVE MECHANISM, Monitoring of the Treatment of migrants and asylum seekers by the competent authorities in the Republic of Serbia, Report on the Visit to the Obrenovac Reception Centre, pp. 7 op. cit.

[64] Affirmation issue d'une observation de terrain d'un bénévole de l'O-CR, dans le cadre d'une mission auprès d'une ONG X en 2019/2020.

[65] Ibid.

[66] Source Indisponible

[67] BELGRADE CENTER FOR HUMAN RIGHTS, Periodic Report on asylum in Serbia January-March 2020, Avril 2020, p. 33, <http://www.bgcentar.org.rs/bgcentar/eng-lat/wp-content/uploads/2014/01/Periodic-report-on-asylum-in-Serbia-January-March-2020.pdf>

[68] Ibid.

[69] Extrait 6 de l'entretien anonyme de Monsieur X, effectué dans le cadre de la présente contribution O-CR en février 2021.

[70] Source indisponible

[71] AIDA, Country Report: Serbia, Nikola Kovačević, 2020, p. 75 https://asylumineurope.org/wp-content/uploads/2021/03/AIDA-SR_2020update.pdf

[72] Ibid.

[73] Extrait 7 de l'entretien anonyme de Monsieur X, effectué dans le cadre de la présente contribution O-CR en février 2021.

[74] UNHCR, Centre Profiling, Republic of Serbia, Obrenovac RTC, op. cit.

[75] Site officiel Collective Aid : <https://www.collectiveaidngo.org>

[76] Site officiel Oxfam Italie : <https://www.oxfamitalia.org/>

[77] Extrait 8 de l'entretien anonyme de Monsieur X, effectué dans le cadre de la présente contribution O-CR en février 2021.

[78] Site officiel Tzu Chi : <https://www.tzuchi.org.tw/en/>

[79] Extrait 9 de l'entretien anonyme de Monsieur X, effectué dans le cadre de la présente contribution O-CR en février 2021.

[80] OCHA, RELIEF WEB, Tzu Chi Relief Mission for the refugees in Serbia, 29 septembre 2017, <https://reliefweb.int/report-serbia/tzu-chi-relief-mission-refugees-serbia>

[81] UNHCR, Centre Profiling, Republic of Serbia, Obrenovac RTC, op. cit.

[82] NATIONAL PREVENTIVE MECHANISM, Monitoring of the Treatment of migrants and asylum seekers by the competent authorities in the Republic of Serbia, Report on the Visit to the Obrenovac Reception Centre, p. 6 op. cit.

[83] Site officiel Real Medicine Foundation : <https://realmedicinefoundation.org/>

[84] Site officiel Danish Refugee Council : <https://drc.ngo/>

[85] REAL MEDICINE FOUNDATION, Serbia: Mobile Medical Clinic: 3095 health consults in Obrenovac: Q2 2018, 29 Octobre 2018, <https://realmedicinefoundation.org/initiative-report/excitin-g-renovations-for-obrenovac-transit-center-q2-2018>

[86] UNHCR, Serbia : Interagency operational update, Décembre 2017, p. 14 <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/61703.pdf>

[87] Extrait 10 de l'entretien anonyme de Monsieur X.

[88] UNHCR, Serbia : Interagency operational update, Décembre 2017, op. cit. p. 7

[89] Site officiel Asylum protection center APC / CZA : <https://www.apc-cza.org/en/o-nama.html>

[90] Extrait 11 de l'entretien anonyme de Monsieur X, effectué dans le cadre de la présente contribution O-CR en février 2021.

[91] Site officiel Belgrade Center for Human Rights : <http://www.bgcentar.org.rs/bgcentar/eng-lat/>

- [92] BELGRADE CENTER FOR HUMAN RIGHTS, Right to asylum in the Republic of Serbia 2020, 2020, op. cit.p. 75,
- [93] UNHCR, Inter-agency operational update, Serbia, July - September 2018, 2018, p. 3
- [94] Extrait 12 de l'entretien anonyme de Monsieur X, effectué dans le cadre de la présente contribution O-CR en février 2021.
- [95] UNHCR, Centre Profiling, Republic of Serbia, Obrenovac RTC, op. cit.
- [96] Affirmation issue d'une observation de terrain d'un bénévole de l'O-CR, dans le cadre d'une mission auprès d'une ONG X en 2019/2020.
- [97] Site officiel Real Medicine Foundation : <https://realmedicinefoundation.org/>
- [98] REAL MEDICINE FOUNDATION, Obrenovac Refugee Camps Improvements, 2018 - Present, 2018, <https://realmedicinefoundation.org/our-work/countries-serbia/initiatives/obrenovac-refugee-camp-improvements>
- [99] Site officiel SOS Children's Village : <https://www.sos-childrensvillages.org/>
- [100] Ibid.
- [101] OCHA, RELIEF WEB, by SOS, A window to the rest of the world, 14 Décembre 2018, <https://reliefweb.int/report-serbia/window-rest-world>
- [102] Affirmation issue d'une observation de terrain d'un bénévole de l'O-CR, dans le cadre d'une mission auprès d'une ONG X en 2019/2020.
- [103] Site officiel Divac foundation : <https://www.divac.com/en/Home>
- [104] UNHCR, Serbia : Interagency operational update, Décembre 2017, op. cit. p. 7 et 9
- [105] Site officiel Collective Aid : <https://www.collectiveaidngo.org>
- [106] « Liberté » en Urdu et Farsi
- [107] COLLECTIVE AID, <https://www.collectiveaidngo.org>
- [108] Extrait 13 de l'entretien anonyme de Monsieur X, effectué dans le cadre de la présente contribution O-CR en février 2021.
- [109] Extrait 14 de l'entretien anonyme de Monsieur X, effectué dans le cadre de la présente contribution O-CR en février 2021.
- [110] AIDA, Country report: conditions in reception facilities - Serbia, par Belgrade Center for Human Rights, 30 Novembre 2020, op. cit.
- [111] Ibid.
- [112] Affirmation issue d'une observation de terrain d'un bénévole de l'O-CR, dans le cadre d'une mission auprès d'une ONG X en 2019/2020.
- [113] INDEPENDANT BALKAN NEWS AGENCY, Serbia: Need for a psychosocial support for immigrants and refugees, op. cit.
- [114] 168 BREAKING, The gamers of the European borders - How the refugee trap works between Eastern and Western Europe, Paroszka Boroka, 27 novembre 2017, <https://168.hu/kriziszona/the-gamers-of-the-european-borders-how-the-refugee-trap-works-between-eastern-and-western-europe-12705>
- [115] Ibid.
- [116] Extrait 15 de l'entretien anonyme de Monsieur X, effectué dans le cadre de la présente contribution O-CR en février 2021.
- [117] Affirmation issue d'une observation de terrain d'un bénévole de l'O-CR, dans le cadre d'une mission auprès d'une ONG X en 2019/2020.
- [118] 168 BREAKING, The gamers of the European borders - How the refugee trap works between Eastern and Western Europe, op. cit.
- [119] AIDA, Country Report: Serbia, Nikola Kovačević, 2020, op. cit. p. 101
- [120] Ibid.
- [121] ORSON GARD, "COVID-19 and Refugees in Serbia: Assessing the Challenges Faced by Refugees and the NGOs that Work to Support Them", Blog University of Oxford Faculty of Law, 2 Juillet 2020, <https://www.law.ox.ac.uk/research-subject-groups/centre-criminology/centreborder-criminologies/blog/2020/07/covid-19-and>
- [122] AIDA, Country report: conditions in reception facilities - Serbia, par Belgrade Center for Human Rights, 30 Novembre 2020, op. cit.
- [123] National Preventive Mechanism for the Prevention of Torture, mis en place par la "Optional Protocol to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment" (OPCAT), 2006.
- [124] Ibid.
- [125] UNHCR, Serbia Special Fortnightly Update 20 April - 3 mai 2020. Consultable : <https://data2.unhcr.org/fr/documents/details/75989>
- [126] AIDA, Country report: conditions in reception facilities - Serbia, par Belgrade Center for Human Rights, 30 Novembre 2020, op. cit.
- [127] Ibid.
- [128] Affirmation issue d'une observation de terrain d'un bénévole de l'O-CR, dans le cadre d'une mission auprès d'une ONG X en 2019/2020.
- [129] AIDA, Country report: conditions in reception facilities - Serbia, par Belgrade Center for Human Rights, 30 Novembre 2020, op. cit.
- [130] INDEPENDANT BALKAN NEWS AGENCY, Serbia: Need for a psychosocial support for immigrants and refugees, 9 avril 2020, op. cit.
- [131] UNHCR, Inter-agency operational update, Serbia, July - September 2018, 2018, op. cit. p. 3